

/ COMMUNIQUE DE PRESSE / COMMUNIQUE DE PRESSE /

ENQUETE DE L'OBSERVATOIRE DE LA DEMOCRATIE DE PROXIMITE AMF-CEVIPOF/SCIENCESPO

Malgré un goût d'inachevé, les maires repartent au combat

Dans le cadre de l'Observatoire de la démocratie de proximité, à l'initiative et en partenariat avec l'AMF, le CEVIPOF/Sciences Po a conduit une enquête auprès de l'ensemble des maires de France pour suivre et mieux comprendre leur état d'esprit à quatre mois des municipales 2026.

Voici les principaux enseignements :

- **Un mandat chahuté mais une envie de repartir.** Le mandat 2020-2026 est jugé éprouvant, marqué par la crise sanitaire, les tensions inflationnistes, la guerre en Ukraine et une forte instabilité politique nationale. Pourtant, près de **6 maires sur 10 (58%)** envisagent de se représenter en 2026, une proportion plus élevée qu'en 2019, alors même que beaucoup sortent du mandat fatigués et avec le sentiment d'un travail empêché. C'est le signe que le sens du mandat et l'envie d'agir restent puissants.
- **Qui repart en 2026 ? Le poids de l'âge, de la satisfaction et du climat du conseil municipal.** L'âge est de loin le facteur le plus décisif : **73 % des maires de moins de 35 ans veulent se représenter, contre 30 % seulement des plus de 75 ans.** Les dimensions subjectives jouent aussi un rôle majeur. **Parmi les maires satisfaits de la vie qu'ils mènent, 63 % souhaitent repartir, contre 23 % seulement chez les insatisfaits.** Le climat du conseil municipal influe également : chez ceux qui décrivent des conseils « très pacifiques », 62 % veulent se représenter, contre 46 % seulement lorsque les conseils sont jugés « agressifs ».
- **Des motivations centrées sur le projet et l'intérêt général, des renoncements liés à la vie privée.** Parmi ceux qui se représentent, deux ressorts dominent : la **logique de projet (79 %)** – poursuivre ou lancer des projets pour la commune – et la **logique d'intérêt général (78 %)** – se mettre au service de la collectivité. À l'inverse, chez ceux qui arrêtent, la première raison est la volonté de **reprendre la main sur leur vie personnelle et familiale (79 %)**, souvent mise entre parenthèses, tout en ayant le sentiment d'avoir **rempli leur mission (64 %)**.
- **Des conseils municipaux globalement apaisés, malgré des tensions réelles.** Les maires déclarent en moyenne **1,6 conseiller municipal démissionnaire** par commune, avec davantage de démissions dans les communes plus peuplées. Un tiers d'entre eux (32 %) font face à une opposition structurée, jugée négative pour la gestion par 58 % d'entre eux. Mais, dans l'ensemble, les conseils restent plutôt pacifiques : seuls **8 %** des maires décrivent des séances agressives et **68 %** des votes aboutissent à des décisions unanimes.
- **Une situation financière jugée saine et en amélioration.** Près de **9 maires sur 10** estiment que la situation financière de leur commune est « saine », soit plus de 10 points de mieux qu'en 2022, année marquée par la crise énergétique. Entre 2020 et 2025, la proportion de maires jugeant leurs finances locales saines passe de **83 % à 89 %**, sans différence notable entre petites et grandes communes.
- **Des arbitrages budgétaires centrés sur le cadre de vie et les solidarités.** En cas de baisse des recettes, les maires couperaient d'abord dans la voirie/espaces verts, tandis que les Français sacrifieraient d'abord le sport. Mais tous s'accordent à sanctuariser l'éducation, l'enfance, la jeunesse et l'action sociale ; en cas de hausse des recettes.

- **Un auto-bilan plutôt positif, mais des perspectives plus sombres.** Sur une échelle de 0 à 10, les maires attribuent en 2025 une note moyenne de **6,3/10** au bilan des cinq dernières années de leur commune, contre **4,8/10** seulement lorsqu'ils se projettent sur les cinq prochaines. Le moral était au plus bas en **2022** (milieu de mandat), et remonte à l'approche des municipales, comme en 2019.
- **Des maires toujours exposés aux violences.** Depuis 2020, les violences symboliques, numériques et physiques se sont d'abord envolées, puis **légèrement stabilisées** après la mi-mandat. En 2025, 65 % des maires déclarent avoir subi des incivilités, 36 % des injures, 28 % des menaces ou attaques en ligne, et 8 % des violences physiques, souvent avec des répercussions sur leurs proches (12 %). Enfin, si 92 % des maires et 87 % des Français estiment que la violence augmente en France, ils sont nettement moins nombreux à juger qu'elle progresse « là où ils habitent », signe d'un décalage entre perception nationale et réalité locale.

[Téléchargez l'analyse de Martial Foucault, Professeur des universités à Sciences Po et Pierre-Henri Bono, chercheur au CEVIPOF, Sciences Po](#)